Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 132 (1987)
Heft: 11

Artikel: Glasnost, une ouverture à la RFA et à l'Ouest?
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344811

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Glasnost, une ouverture à la RFA et à l'Ouest?

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider

Le secrétaire général de l'URSS, Gorbatchev, a déjà pourvu son pays de toute une série de chefs compétents, cultivés, expérimentés, jeunes et dévoués à sa personne. Il compte, avec leur concours, procéder à une grande œuvre, la «perestroïka», l'évolution, la transformation profonde de son pays. Et il entend faire participer à l'effort entrepris tous les citoyens soviétiques. Mais qu'est au juste l'action d'information et de coopération ainsi engagée avec le concours de toute la population de l'URSS? C'est ce que tente d'expliquer à l'Europe de l'Ouest, à la RFA notamment, le professeur Frenkine, chargé d'une double mission. Car, d'une part, il enseigne la philosophie allemande à l'Université de Moscou. De l'autre, il est le représentant permanent à Bonn de la «Literatournaïâ Gazeta», diffusée à trois millions d'exemplaires et organe des 9000 membres de l'Union des écrivains soviétiques. Or, il vient de publier, dans une revue allemande[1], une étude intitulée «Glasnost — une expression de la démocratie soviétique». C'est là, d'une part, un exposé de la rénovation suscitée en URSS par son nouveau chef Gorbatchev, qui entend associer, directement ou indirectement, tous les citoyens soviétiques à son action de rénovation, présentée par lui comme une suite logique des doctrines de Lénine. Mais son auteur décrit aussi sa déception de n'avoir pas trouvé en Allemagne fédérale toutes les satisfactions qu'il attendait de ses relations avec des personnalités de ce pays.

*
* *

Glasnost[2], dit le professeur soviétique, n'est pas une fin en soi, mais l'instrument de diffusion d'une large évolution touchant tous les grands secteurs de la vie en URSS, son économie autant que son évolution politique et sociale. Gorbatchev a d'ailleurs bien exposé ses vues en la matière devant le Comité central du PC soviétique, le 27 janvier 1987. Mais il serait faux, dit Frenkine, de vouloir comparer cette ouverture au peuple soviétique à la politique de diffusion pratiquement adoptée à l'Ouest, où un tel travail n'intéresserait, dit Frenkine, que les politologues et les sociologues. Car la liberté, telle qu'elle est conçue par les Allemands, croit-il avoir constaté, consiste tout simplement à dire ce que l'on veut, voire à le faire imprimer. Mais cela ne modifie rien dans la vie du pays, où tout, d'après Frenkine, reste

[1] Cf. «Glasnost – ein Ausdruck sowjetischer Demokratie», par Anatolij Frenkine, dans *Beiträge zur Konfliktforschung*, N° 2/1987.

[2] Glasnost: ouverture, franchise, transparence.

inchangé. Par contre, les échanges de vues efficaces, tels qu'on les pratique en URSS, n'existent guère en Occident. Frenkine se plaint de n'avoir nullement trouvé les utiles et agréables relations qu'il avait espéré y entretenir. Car les personnalités pressenties par lui ou bien ont refusé les entretiens proposés, ou bien n'ont même pas répondu à ses lettres. De même, il n'a jamais pu assister aux réunions des dirigeants de la CDU et de la CSU d'Allemagne fédérale, car leurs séances étaient tenues en milieu fermé. Quant aux journalistes allemands se rendant en Union soviétique, ils ne rapportent, dit-il, de leurs voyages que des «détails», l'essentiel du monde soviétique leur échappant totalement. Or, dit Frenkine, quelle peut être l'importance de constater que les gens portent ou ne portent pas des T-shirts? Ce qu'il faut, vis-à-vis des lecteurs, c'est leur expliquer les évolutions importantes en cours. Il peut arriver, dit Frenkine, que d'ailleurs sur un même sujet des opinions diverses soient émises. Mais ces échanges de vues sont intéressants, notamment entre, par exemple, un expert soviétique et l'un de ses collègues américains. Or, de tels débats ont bien été reproduits par l'Izvestia. Ainsi, les lecteurs d'URSS auront à leur tour un certain rôle à jouer en répétant autour d'eux certaines vérités, après avoir assimilé les faits et thèses développés par la presse. Mais, se rapportant au passé, Frenkine déclare que ce comportement d'esprit large et de confrontation des vues ne date pas seulement du régime actuel de l'URSS, mais qu'il remonte même à la Russie des XVIIIe et XIXe siècles. C'était alors le temps d'hommes marquants, tel Pouchkine, et il y avait à cette époque une abondante littérature d'auteurs proches du peuple et qui luttaient contre le tsarisme et ses excès, mais non pas contre l'autorité. Et c'est bien à tort que certains écrivains occidentaux ont pu déclarer qu'il y avaient eu alors un combat constant entre ces auteurs, d'une part, et l'Etat, l'administration, de l'autre. En fait, il s'agissait tout simplement, dit Frenkine, d'un commencement d'ouverture dans la littérature et dans l'art, mais qui signalait aussi les déficiences de l'époque. Mais, à son tour, signale-t-il, l'*Izvestia* condamne certaines insuffisances, et elle cite notamment le compositeur Dachkévitch, reprochant à des décisions de l'Union des compositeurs «une certaine étroitesse d'esprit». Car, remarque Frenkine, l'influence de Glasnost est encore insuffisante.

Mais, dit Gorbatchev, «nous ouvrons le dialogue avec le peuple», c'est-à-dire la discussion ouverte. Et le théâtre soviétique bénéficie, précise-t-il, déjà, en raison de sa parfaite réussite, d'un grand appui officiel. Il est libre, même de fixer les prix des billets d'entrée. Mais non entièrement, car le théâtre ne devra pas devenir une affaire commerciale. Or, le peuple soviétique est largement pour une réelle ouverture, à laquelle s'opposent encore seulement quelques fonction-

naires et bureaucrates. En fait, bien des progrès ont été accomplis et, notamment en avril 1987, les journaux de l'URSS ont publié des comptes rendus intéressants, dans lesquels les cosmonautes ont pu expliquer franchement tous les risques attachés à tout vol dans l'espace. Et ce qu'il faut, estime-t-on dorénavant en URSS, c'est toute la vérité, tous les faits dans les récits historiques, qui doivent être complets, sans lacune. Dans le passé, il y a bien eu d'heureux contacts entre la Russie et l'Allemagne. Et, conclut Frenkine, il faut rétablir entre ces deux pays les bonnes relations d'autrefois. Mais certains historiens allemands, d'après lui, déforment encore la vérité, alors qu'il convient de tout dire, l'agréable comme le désagréable. Et il cite certaines thèses, fausses d'après lui, encore répandues en RFA, sur le passé hitlérien. Or, de bonnes relations, également commerciales, seront à développer entre Est et Ouest. Car en URSS, estime le professeur soviétique, en raison des exigences des lecteurs, mais aussi du fait du niveau de culture de la population, qu'il n'hésite pas à signaler comme «le plus élevé du monde», une saine compétition entre les produits de la presse nationale a suscité une véritable ascension de la qualité du journalisme. Car le peuple exige, sur les plans politique et social, une présentation ouverte des problèmes du jour. Et cette information fait naître des réactions très vives du public national. Il y a bien, en URSS, une censure de la presse, mais qui se limite essentiellement aux secrets d'Etat. Et puis la pornographie est interdite de publication. En outre, il y a d'autres sujets qu'il vaut mieux ne pas évoquer. C'est là, fit Frenkine, une affaire de correction. Ni les quotidiens, ni les publications illustrées ne parlent, par exemple, du divorce d'une personnalité sans l'assentiment de cette dernière. Par contre, faisant allusion à M. Gorbatchev, il rappelle le souvenir de Lénine, dont l'épouse Nadesha Kroupskaïa était également sa conseillère et son associée. Gorbatchev reste fidèle à ce comportement. Car son épouse, très liée à l'action de son mari, est très cultivée, docteur en philosophie et chargée d'enseignement à l'Université de Moscou. Mais les journalistes soviétiques respectent la vie privée des couples, alors que celle-ci est, dit Frenkine, largement évoquée par la presse occidentale. Par contre, les caricatures d'hommes politiques sont nettement bannies des journaux d'URSS. Question de convenance d'après les Soviétiques...

Ce qui est absolument interdit en URSS, c'est, poursuit l'auteur, la propagande antisoviétique. Par contre, bien des tabous du passé ont disparu. Chaque fois que la morale est violée, il est bon de le signaler. Et Frenkine demande aux journalistes de l'Ouest une large ouverture, afin de bien informer, eux aussi, leurs pays. Mais, d'après lui, certains d'entre eux ne consacrent souvent que «deux mots» à des faits aussi importants que les déclarations de Gorbatchev, par

exemple, au sujet de la limitation et de la suppression des armes nucléaires. D'autres, dit-il, pratiquent l'habitude de condamner les nouveaux projets de l'URSS et font tout pour empêcher l'adoption de ceux-ci par l'Ouest. Mais, a dit Gorbatchev: «Nous avons choisi énergiquement notre voie et nous ne nous en éloignerons pas.» Et les Soviétiques voudront être bien renseignés sur l'évolution de la presse allemande et sur l'opinion en RFA.

Telles sont les idées essentielles exprimées dans l'étude du professeur Frenkine, quand il évoque l'état d'esprit de l'URSS du moment. Incontestablement, d'après lui, un commencement de changement y est intervenu depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev qui entend bien opérer une certaine ouverture, aussi bien dans la société soviétique elle-même que dans les rapports avec l'Ouest. Mais quelle sera la dimension finale de cet effort? L'avenir nous le dira. De toute manière, il conviendra de tenir compte de cette «ouverture» qu'entend pratiquer le nouveau chef soviétique, notamment vis-à-vis de l'Allemagne fédérale.

A vrai dire, les responsables d'Europe occidentale plaident pour un rapprochement Est-Ouest, à favoriser par la justification d'un espoir pour la libération ultérieure de l'Allemagne annexée par l'Est. Et, lors des festivités du 750e anniversaire de la fondation de la ville de Berlin, les chefs des trois principaux pays de l'Ouest se sont nettement exprimés à ce sujet. Le 11 mai 1987, le président français Mitterrand, dans son discours, disait combien cette ville avait marqué la culture des pays du continent, qu'elle avait été élue, après Athènes, Florence et Amsterdam, «capitale européenne de la culture», fonction qu'elle assumera en 1988. Evoquant la division de l'ancienne capitale allemande, héritage, dit le président français, de temps malheureux, la mission de cette ville sera, au contraire, d'assurer la liaison entre Est et Ouest. Et il concluait à la «suppression du mur de Berlin». Puis, évoquant l'ensemble des pays «de notre ancien continent», il soulignait la nécessité de considérer ce tout. Et, rappelant le contrat de l'Elysée entre le général de Gaulle et Adenauer, il conclut: «Nous voulons unir l'Europe.» Et la France et l'Allemagne, dit-il, devront dire aux autres ce que coûtera et signifiera la construction de ce monde nouveau.

Quant à la reine de Grande-Bretagne, elle soulignait alors l'effort conjugué de son pays et des Etats-Unis en vue d'une bonne coopération avec l'Allemagne et Berlin. Et elle formait des vœux pour un Berlin ayant retrouvé son unité, symbole d'une Europe réunifiée. Quant au président Reagen, après avoir rappelé le mot de Khrouchtchev «nous vous enterrerons», il invitait Gorbatchev à «démonter le mur en vue de la paix Est-Ouest», car, dit-il, ce mur ne pourra pas résister à la vérité. Puis, le 2 juillet, le Premier ministre français, venu lui aussi à Berlin, rappelait le mot d'Adenauer: «De tout cœur l'Allema-

gne est animée par l'idée d'une Europe unie.» Et, dans sa conclusion, Chirac déclarait qu'on ne peut pas s'opposer sans fin au vœu des peuples de se rencontrer. Au cours de l'Histoire, dit-il, les frontières ont toujours dû finalement s'effacer. Comment ne pas remplir cet espoir des Berlinois, celui de tous les Allemands? Tel était le sens de l'exposé du Premier ministre de la France.

En somme, à l'Ouest, les grands chefs appellent tous l'abolition du mur, non seulement celui qui sépare la vieille capitale, mais aussi celui qui divise l'ancienne Allemagne, dont il faut, pensent-ils, assurer la réunification. Et c'est bien à celle-ci qu'aspirent les chefs européens de l'Alliance. Mais est-elle vraiment impossible après l'arrivée au pouvoir du nouveau dirigeant de l'URSS? Nous ne le pensons pas. Du moins à longue échéance, la réunification devra se concrétiser. Et pour soutenir cette thèse, nous invoquerons la déclaration commune des pays membres du Pacte de Varsovie, lors de leur réunion des 28 et 29 mai 1987, à Berlin-Est. Après avoir affirmé leur doctrine militaire commune partagée entièrement par chaque membre de cette alliance, ils rappelaient que, puisque cette dernière visait à éviter toute guerre, ils prônaient, afin d'établir un équilibre militaire à un niveau très bas, les mesures suivantes:

- l'interdiction de tout test nucléaire,
- la suppression des armes chimiques,
- l'abaissement des forces et armements de type classique, avec la garantie de l'absence, de part et d'autre, de moyens en place permettant une attaque-surprise,
- un strict contrôle des mesures de désarmement, avec des inspections sur place,
- des zones libres de toutes armes nucléaires et chimiques,
- la dissolution de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.

Certes, aucune proposition des membres du Pacte ne prévoit la suppression du «mur de Berlin». Mais, après les déclarations des grands chefs occidentaux, face à l'opinion mondiale, sur la nécessité de cette mesure, cette exigence de l'Ouest ne pourra être refusée. Car, de part et d'autre, nombreux sont ceux qui demandent désormais une réconciliation, voire même l'amitié entre les deux blocs. C'est là la perspective évoquée notamment lors de la fête de la fondation de Berlin. Certes, une telle évolution ne pourra pas se réaliser dans l'immédiat. Mais que du moins le «mur» disparaisse bien vite! Et M. Gorbatchev tirera sans délai de cette concession de grands bénéfices sur les plans politique et économique de ses rapports Est-Ouest améliorés. Notamment, par voie de conséquence, le profit, actuellement interdit à l'Est, des acquisitions de la science euraméricaine. D'où, par voie de conséquence, de fructueux échanges commerciaux entre les deux mondes actuellement opposés.

*
* *

Nous venons de citer des faits très différents. D'abord, la plainte de ce professeur soviétique qui regrette amèrement de n'avoir pas bénéficié en Allemagne fédérale des relations agréables qu'il comptait y trouver. Puis nous avons relaté les exposés de personnalités occidentales assistant aux fêtes de la commémoration de la fondation de la ville de Berlin et qui demandaient tous la réunification de l'ancienne capitale. Enfin, nous avons cité la résolution si précise, adoptée en mai 1987 par les représentants des pays du Pacte de Varsovie, non seulement au sujet d'un rapprochement entre pays de l'Est et pays de l'Ouest, mais même en faveur d'une disparition totale des deux blocs actuels.

Que conclure des opinions si diverses évoquées et de certains faits actuels nouveaux dans les relations Est-Ouest? Tout simplement qu'une certaine évolution – une possible perestroïka, telle que l'envisagent actuellement les Soviétiques – pourrait bien se réaliser progressivement. Et une atmosphère glasnost est susceptible de se développer, c'est-à-dire une ouverture de l'URSS non seulement à l'Allemagne fédérale, mais à l'Ouest en général. A vrai dire, si l'on considère l'évolution des relations Est-Ouest depuis 1945, il faut bien souligner le fait qu'elles ont connu bien des hauts et des bas. En outre, les récentes conversations au sujet de la réduction des forces ont eu lieu essentiellement entre les deux Grands, dont les intérêts propres ne coïncident pas toujours avec ceux des Européens. Et puis, en dépit de l'invocation des réductions de toutes les forces dans bien des circonstances, seules celles des moyens nucléaires ont été l'objet direct des pourparlers engagés par l'URSS avec les USA. Dans ces conditions, il serait vraiment difficile, en l'état actuel des choses, d'émettre une opinion valable sur la suite et les résultats probables des discussions actuellement engagées en matière de désarmement.

F.-Th. S.